

Ordre de la Libération

FONDS
SIMONE MICHEL-LÉVY
13 FP

Répertoire numérique
Par Roxane Ritter

Paris
2025

Plan de classement

Histoire familiale	7
Papiers	7
Scolarité des enfants	7
Affaires administratives parentales	7
Seconde guerre mondiale	7
Correspondances	7
Parcours dans la Résistance	7
Succession et hommages	8
Pensions et indemnités	8
Titres et décorations	8
Hommages et commémorations	8

1. Zone d'identification

1.1 Référence

13 FP 1 – 13 FP 8

1.2 Intitulé

Fonds Simone Michel-Lévy

1.3 Dates extrêmes

1905-2007

1.4 Niveau de description

Pièce

1.5 Importance matérielle

1 boîte ; 10 cm

2. Zone du contexte

2.1 Nom du producteur

Simone Michel-Lévy

2.2 Présentation du producteur

Simone Michel-Lévy est née le 19 janvier 1906 à Chaussin (Jura). Son père était plâtrier et sa mère ouvrière dans le textile.

Après le brevet élémentaire, elle déménage avec ses parents à Chauny dans l'Aisne où elle entre à seize ans et demi dans l'administration des PTT.

En 1930 elle est affectée à Paris à la Caisse nationale d'épargne puis dans divers bureaux de poste. Dès l'Armistice, elle s'élève contre la capitulation de la France et entre dans la Résistance en décembre 1940.

En 1941, elle participe avec Maurice Horvais, à la création du réseau "Action PTT", sous la direction d'Ernest Pruvost, collègue rencontré lorsqu'elle était en poste à Chauny. Le réseau a pour but, en profitant des possibilités professionnelles des PTT, d'étendre sur toute la France une ramification de cellules de renseignements et de transmissions.

Dans un premier temps, Simone Michel-Lévy met toute son énergie à développer un système de "boîte aux lettres" pour les communications clandestines.

Ses missions d'adjoint, responsable du secteur "radio", la conduisent à se déplacer fréquemment pour organiser l'"hébergement" de postes émetteurs, notamment dans le Sud-ouest, en Bretagne, et en Normandie. A Caen, elle assure ainsi, fin janvier 1942, sous le pseudonyme de Madame Flaubert, la première liaison avec le groupe local de la résistance PTT d'Henri Le Veillé, à qui elle amène, début mars, deux opérateurs radio équipés de leur poste.

En avril 1942 elle est reçu au concours de rédacteur des PTT et est affectée en novembre comme contrôleur-rédacteur au département "Commutation" de la Direction des recherches et du contrôle technique, rue du général Bertrand à Paris.

Au même moment, le réseau "Action PTT", qui s'est développé, prend contact avec la "Confrérie Notre-Dame" (CND) du colonel Rémy et l'"Organisation civile et militaire" (OCM) du colonel Touny. Pour la CND, Simone Michel-Lévy met en place, Gare de Lyon, une centrale permettant le transport du courrier clandestin et de postes émetteurs, par voitures postales et sacs plombés, en s'appuyant sur les "ambulants" des PTT dirigés par Edmond Debeaumarché. Un dépôt identique existe à la Gare Montparnasse pour les expéditions vers l'ouest.

Elle réalise ainsi, sous les pseudonymes de "Françoise" et de "Madame Royale", un excellent système d'acheminement du courrier à travers la France, qui marche à la perfection, soit par voie maritime, c'est-à-dire jusqu'aux chalutiers, soit par voie aérienne, et cela dans les deux sens.

Dès les premières heures du Service du Travail obligatoire (STO) en 1943, elle établit plus de cent cartes professionnelles des PTT à des jeunes réfractaires. En janvier 1943, Simone Michel-Lévy devient agent P1 (régulier) puis agent P2 (permanent). Elle mène donc une véritable double-vie, extrêmement harassante et anxiogène. Son chef de service Gaston Letellier, qui ferme les yeux sur ses absences et ses retards, indique qu'à cette époque : « Après des nuits de veille, des voyages épuisants, au retour de missions périlleuses de parachutage, on revoit Simone à sa table de travail, les traits tirés, mais souriante. Rien ne pouvait entamer son ardeur et la véritable flamme qui l'animait ».

La trahison de "Tilden", chef-opérateur radio de la CND, qui est à l'origine du démantèlement de la CND, met fin brutalement à son action. Au soir du 5 novembre 1943, Emma est appelée d'urgence par ce dernier dans un café proche de son bureau, le "François Coppée", boulevard du Montparnasse. C'est un piège. Elle est immédiatement arrêtée et conduite 101 avenue Henri Martin, dans les locaux de Georges Delfanne, alias Masuy, auxiliaire français de la Gestapo. Abominablement torturée par Masuy, Simone Michel-Lévy ne parle pas et est livrée à la Gestapo de la rue des Saussaies.

Internée à Fresnes puis au camp de Royallieu (Compiègne), Simone Michel-Lévy quitte la gare de Compiègne le 31 janvier 1944 dans le convoi des "27 000". Elle arrive le 3 février au camp de Ravensbrück où, pendant la quarantaine, elle aide une camarade musicienne à organiser une magnifique chorale qui fait un moment oublier leurs peines aux prisonnières.

En avril 1944, elle est envoyée en Tchécoslovaquie, au kommando de Holleischen, dépendant du camp de Flossenbürg, pour travailler dans une usine d'armement qui fabrique des munitions anti-aériennes. Elle y continue son action de résistante en sabotant.

Affectée à l'atelier 131 A de l'usine, elle est chargée de faire passer sous une énorme presse des chariots de cartouches remplies de poudre. Avec deux autres déportées, Hélène Lignier et Noémie Suchet, elle ralentit la chaîne, la désorganise, ce qui se solde parfois, pour la production du Grand Reich, par un manque de 10 000 cartouches. Elles font fonctionner la presse à vide, ce qui l'endommage et constitue, pour elles-mêmes, un danger immédiat malgré la protection d'une tour en maçonnerie. C'est ainsi que finalement la presse saute et qu'un rapport de sabotage visant les trois femmes est rédigé et envoyé à Berlin via Flossenbürg.

La réponse d'Hitler revient plusieurs mois après, dans le courant d'avril 1945, alors que tonnent déjà alentour les canons américains. Entre-temps, elles ont été condamnées à la bastonnade, sentence de 25 coups de bâtons exécutée en présence du commandant du camp et devant leurs camarades déportées.

Le 10 avril 1945, Simone Michel-Lévy, Hélène Lignier et Noémie Suchet doivent partir immédiatement pour le camp de Flossenbürg, où elles sont pendues par les Allemands, le 13 avril, 10 jours seulement avant la libération du camp.

2.3 Historique de conservation

Les papiers de Pierre Rateau ont été conservés au sein de la famille et au domicile de son petit-fils, Amaury Guilloteau.

2.4 Modalités d'entrée

Cet ensemble d'archives, dont la famille éloignée avait uniquement connaissance de son existence ancienne, a été léguée par Margueritte Michel-Lévy, mère de Simone et morte sans descendance en 1961, à sa filleule Obeline Malfi. Cette dernière est décédée en 2014 et ses filles, Martine et Marie-Christine, ont hérité ces souvenirs de Simone. Elles ont contacté le musée via le fils de Marie-Christine. L'ensemble des documents a été rapporté par Vladimir Trouplin, conservateur du musée de l'Ordre de la Libération de Bourges le 20 décembre 2021

3. Zone contenu et de la structure

3.1 Présentation du contenu

Les archives de Pierre Rateau ont été classées en 3 grands ensembles : les documents intéressant la vie familiale de Simone-michel Lévy ; les documents relatifs à son parcours dans la Résistance et son internement ; les documents relatifs à sa succession et ses reconnaissances post-guerre.

Evaluation, tris, éliminations

Élimination des doubles non pertinents

3.2 Accroissements

Fonds clos

4. Zone des conditions d'accès et d'utilisation

4.1 Conditions d'accès

Fonds librement communicable

4.2 Conditions de reproduction

La reproduction de ces documents en vue d'un usage autre que privé est soumise à l'autorisation de l'Ordre de la Libération

4.3 Langue et écriture des documents

Français, Allemand

5. Zone des conditions d'accès et d'utilisation

5.1 Sources complémentaires

Musée de l'Ordre de la Libération

Dossiers individuels des Compagnons de la Libération : dossier Michel-Lévy Simone produit par la Chancellerie de l'Ordre de la Libération

Service historique de la Défense, Vincennes

GR 16 P 417594

GR 28 P 4 4624

Service historique de la Défense, Division des Archives des Victimes des Conflits Contemporains

AC 21 P 99970

Archives de la préfecture de police

1 W 94818

5.2 Bibliographie

Olivier Rateau, *Pierre Rateau Par son fils Olivier. Compagnon de la libération*, éditions Scripta, 2023, 214 pages.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Prisonniers de la liberté : l'odyssée des 218 évadés par l'URSS : 1940-1941*, Gallimard, 2003, 408 pages.

13 FP 1-3 Histoire familiale 1905-1967

13 FP 1 Papiers. – État civil : livret de famille (1905), extrait des registres des actes de l'état civil de la ville de Dole (01/10/1949), extrait d'acte de naissance de Simone Michel-Lévy (05/11/1961), extrait d'acte de naissance de Jules Michel-Lévy (18/11/1961), bulletin de décès de Jules Michel-Lévy (24/08/1948). Identité : carte d'identité de Simone Michel-Lévy (02/06/1934), carte d'identité de Marguerite Michel-Lévy (18/02/1945).
1905-1961

13 FP 2 Scolarité des enfants. – Simone : copie manuscrite d'une dissertation sur la condition des femmes (1920), relevé de notes de 3^{ème} année au lycée de jeunes filles de Lons-le-Saunier (1921-1922). Jeannine : livret de correspondances (1916), 2 cahiers de devoirs journaliers (1916), cahier du soir (1916).
1916-1922

13 FP 3 Affaires administratives parentales. - Caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de Paris : certificat d'inscription d'une pension vieillesse (12/06/1944), communication de l'arrêté définitif su compte d'arrérage (19/05/1949), 3 courriers (1953-1959), notification d'attribution d'allocation supplémentaire (12/04/1957), extrait d'inscription au registre des pension, rentes et allocations (05/02/1959), 3 notifications d'un secours viager (1949-1958). Débits de tabac : 5 titres de nomination (1951-1967), 5 courriers (1961-1967), certificat de non-imposition (10/01/1967), déclaration sur les ressources (11/01/1967). Succession de Jules Michel-Lévy : attestation d'exclusivité d'héritage de carnet de pension d'ancien combattant (29/08/1948), carte de membre du groupement amical des mutilés, veuves, ascendants et victimes des deux-guerres (1959-1960), carte du combattant volontaire (n.d). Succession de Marguerite Michel-Lévy : 5 courriers (1955-1968). Correspondances : 50 pièces (1951-1967).
1944-1967

13 FP 4-5 Seconde Guerre mondiale 1941-1947

13 FP 4 Correspondances. – Année 1941 : 17 courriers de Simone Michel Lévy adressés à ses parents (03-12/1941). Année 1942 : 24 courriers de Simone Michel Lévy adressés à ses parents (04-11/1942). Année 1943 : 7 courriers de Simone Michel Lévy adressés à ses parents (02-12/1943). Année 1944 : 2 courriers de Simone Michel Lévy adressés à ses parents (05-07/1944).
1941-1944

13 FP 5 Parcours. – Résistance : rapport de Charles Verny sur Françoise (n.d). Internement et exécution : récit du sabotage de la presse de l'atelier 131 A (n.d), copie de l'acte de transfert du kommando de Holleischenau (09/04/1945), copie d'un article de presse concernant la pendaison de Simone Michel Lévy (n.d). Enquête : courrier d'Ernest Pruvost adressé aux parents de Simone Michel Lévy (25/05/1945), 2 courriers échangés avec la direction de l'état civil et des recherches (1947).
1945-1947

13 FP 6-8 Succession et hommages

1939-2007

13 FP 6 Pensions et indemnités. – Solde compte P.P.T. : 4 courriers (1947), note manuscrite (1947). Solde de captivité : 2 bordereaux d'envoi (1952), 4 courriers (1952). Indemnisation des ayants cause de déportés ou internés : 3 courriers (1947-1951), attestation de filiation (n.d), demande d'indemnisation (n.d), 11 reçus (n.d). Immobilier : engagement de location (1939), certificat d'application d'exemption du droit de mutation par décès (19/07/1950), attestation (n.d). 1939-1952

13 FP 7 Titres et décorations. – Reconnaissances françaises, titre de déporté résistant : attestation d'appartenance à la D.G.E.R. (19/10/1945), notification d'homologation au grade de commandant à titre posthume (23/11/1950), attestation d'appartenance au réseau Action P.P.T. rédigée par Ernest Pruvost (19/03/1951), attestation de réception de la demande d'attribution du titre de déporté résistant (21/03/1951), carte de déporté résistant (13/06/1952), certificat de validation des services, campagnes et blessures (02/10/1954), notification d'homologation au grade de commandant à titre posthume (06/11/1952), attestation d'appartenance aux F.F.C. (07/11/1952), 4 courrier (1952-1953). Croix de la Libération : courrier (27/09/1945), demande d'attribution (n.d), « actions dans la Résistance ayant provoqué l'attribution de la croix de la Libération (n.d). Reconnaissances britanniques, *Certificate of service* : certificat signé par Montgomery (06/05/1946) ; *King's Commendation for brave conduct* : certificat (1947), 2 enveloppes (1947), copie manuscrite article de presse (n.d). 1945-1952

13 FP 8 Hommages et commémorations. - Plaque et tombe symbolique de Chaussin : invitation à l'inauguration (1952), 2 courriers (1952), 2 articles de presse (1952). 10^{ème} anniversaire de la Libération des camps à l'amicale C.N.D. Castille : courrier (1955). Débat à l'Assemblée sur l'attribution du titre de Déporté aux S.T.O. : article de presse (1956). Anniversaire de la création du conseil de l'Ordre de la libération : invitation (1957). Timbre « Héros de la Résistance » : 3 courrier (1957-1958), 3 articles de presse (1958), Exposition philatélique organisée au ministère des P.T.T : 2 courriers (1958), affiche (1958), invitation (1958). Chronique consacrée aux émissions vers l'étranger de la R.T.F : courrier (1958) ; rue Simone Michel Lévy à Chaussin : 4 articles de presse (1963). Place Simone Michel -Lévy à Paris : invitation à l'inauguration (2007). Salle Simone Michel-Lévy : article de presse (n.d). Plaque du hall du R.C.T. : invitation à l'inauguration (n.d). 1952-2007